

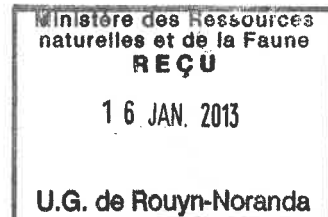
Numéro de dossier : 824 637

Le MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE, pour et au nom du gouvernement du Québec, dont le bureau est situé au 5700, 4e Avenue Ouest, à Québec (Québec), G1H 6R1, dûment autorisé en vertu de la Loi sur les terres du domaine de l'État (L.R.Q., c. T-8.1) et ses modifications, représenté par monsieur Patrick Raymond, technicien en gestion du territoire public, dont le bureau est situé au 70, avenue Québec, Rouyn-Noranda (Québec), J9X 6R1, dûment habilité par le Règlement sur la signature de certains actes, documents et écrits du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, adopté par le décret 1455-95 du 8 novembre 1995, modifié par les décrets 937-98 du 8 juillet 1998, 1073-2000 du 5 septembre 2000, 960-2004 du 15 octobre 2004 et 731-2005 du 9 août 2005 (M-25.2, r.1);

ci-après nommé le « MINISTRE »,

AUTORISE

53-54



Ci-après nommé le « TITULAIRE »,

aux clauses et conditions suivantes :

1. Le MINISTRE autorise le TITULAIRE, à aménager un sentier, sur le terrain ci-après désigné et décrit : une lisière de terre du domaine de l'État, excluant toute terre du domaine privé, d'une largeur moyenne de 4 mètres sur une longueur approximative de 50 kilomètres, le tout tel qu'il est illustré sur le plan annexé à la présente.

2. CONDITIONS ET RESTRICTIONS : En vertu de l'article 46 du Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État, adopté par le décret 231-89 du 22 février 1989 et ses modifications, le TITULAIRE est autorisé à aménager un sentier sur les terres du domaine de l'État tel qu'il est illustré sur le plan annexé à la présente autorisation.

Le TITULAIRE est autorisé à aménager et à exploiter un tel sentier situé sur les terres du domaine de l'État spécifiquement illustrés sur le plan annexé à la présente autorisation.

Lors des travaux d'aménagement du sentier, des mesures doivent obligatoirement être prises pour protéger ou conserver efficacement tout repère d'arpentage, infrastructure routière ou traverse de cours d'eau.

L'autorisation ne donne aucun droit locatif ni aucun droit de propriété au TITULAIRE. Advenant que certains terrains cessent d'être sous l'autorité du MINISTRE, il incombe au TITULAIRE de prendre les dispositions nécessaires pour obtenir une nouvelle autorisation de l'autorité compétente.

La présente autorisation annule et remplace toute autorisation antérieure délivrée et portant en totalité ou en partie sur le même objet.

3. COORDONNÉES GPS : À la demande du MINISTRE, le TITULAIRE doit transmettre, dans les six (6) mois suivant la délivrance de l'autorisation, un relevé de positionnement par satellite (GPS) du sentier ou des sections de sentier représenté sur le plan annexé à la présente, et ce, conformément aux instructions du MINISTRE. À défaut, à l'expiration de ce délai, la présente autorisation deviendra nulle et sans effet. À la suite de la vérification et de l'intégration des coordonnées GPS par le MINISTRE, un nouveau plan sera annexé à la présente autorisation en remplacement du plan initial.

Cette autorisation ne sera inscrite au Registre du domaine de l'État que lorsque le MINISTRE aura reçu et validé les coordonnées GPS.

4. DURÉE : L'autorisation est consentie pour une durée de dix (10) ans à compter du **1^{er} octobre 2012**. En tout temps, le MINISTRE peut annuler l'autorisation pour des raisons de sécurité ou d'intérêt public. Il peut également annuler l'autorisation délivrée si le territoire est requis pour l'exploitation et la mise en valeur des ressources naturelles du domaine de l'État.

5. **RENOUVELLEMENT** : La présente autorisation sera renouvelée à son échéance par l'émission d'une nouvelle autorisation, à moins d'avis contraire du MINISTRE transmis par écrit au moins trente (30) jours avant cette date.

6. **FIN ET LIBÉRATION DES LIEUX** : Le TITULAIRE dont l'autorisation prend fin, notamment par non-renouvellement, résiliation ou annulation, doit à la demande du MINISTRE, libérer le terrain et remettre les lieux en bon état dans un délai raisonnable, le tout conformément à la loi et aux règlements. À défaut de libérer les lieux, le MINISTRE pourra tenter les procédures prévues par la loi.

7. **MODIFICATION** : Le MINISTRE doit aviser par écrit le TITULAIRE de toute modification à la présente autorisation. Le TITULAIRE doit avant de procéder à toute modification au tracé du sentier, en aviser par écrit le MINISTRE et lui demander la délivrance d'une nouvelle autorisation.

8. **DÉFAUT** : Le TITULAIRE sera en défaut s'il aménage ou exploite le sentier à d'autres fins que celles mentionnées dans la présente autorisation ou s'il ne respecte pas l'une ou l'autre de ses obligations. Le MINISTRE pourra, le cas échéant, exiger que les correctifs soient apportés dans un délai qu'il fixe et, à défaut, annuler l'autorisation sans compensation.

9. **SERVITUDES OU AUTRES DROITS** : L'autorisation est sujette aux servitudes ou autres droits consentis par le MINISTRE ou le gouvernement, notamment à toute servitude d'utilité publique.

10. **TRANSFERT** : La présente autorisation n'est pas transférable.

11. **CHANGEMENT D'ADRESSE ET TOUT AUTRE AVIS** : Tout changement d'adresse et autre avis doivent être transmis par le TITULAIRE au MINISTRE.

12. **RESPONSABILITÉ** : Le MINISTRE ne peut être tenu responsable des dommages et dépens résultant de réclamations, poursuites ou recours quelconques en raison de l'exercice des droits qui sont consentis au TITULAIRE par les présentes. Il en est de même de tout dommage direct ou indirect, causé par l'aménagement ou l'exploitation du sentier ou qui pourrait être causé à cet aménagement et aux ouvrages s'y rapportant.

13. **CLAUDE PARTICULIÈRE** : (s'il y a lieu)

14. **LOIS ET RÈGLEMENTS** : Le TITULAIRE est tenu de se conformer à toutes les lois fédérales et provinciales, aux règlements qui en découlent et aux règlements municipaux concernant ses activités, particulièrement en matière d'environnement, de protection contre le feu, de récolte de bois (permis requis en vertu de la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1)), de conservation et de protection de la faune, d'aménagement et d'urbanisme.

LE MINISTRE

À Rocío Miranda, le 13 novembre 2012.

Original signé

Par :

Technicien en gestion du territoire public

Original signé

Numéro de dossier : 824 637

ANNEXE

Désignation Canton	Rang	Lot(s)	Remarque
Dufresnoy	IX	46 et 49	
	VIII	21 à 29	
		35 et 36	
		40 à 44	
		46 à 49	
	VII	27 à 34	
		36 à 45	
	VI	28	au nord du chemin de fer
		29	au nord du chemin de fer
		30	au nord du chemin de fer
		34	1/2 nord de la partie au nord du chemin de fer
		35	
		36	distraktion des parcelles 1 à 3
		37	distraktion des parcelles 1 et 2
		41 à 42	
		43	7/8 nord
		44	
		46 à 48	
	IV	45 à 50	

Cette annexe fait partie intégrante de l'autorisation d'aménager un sentier.

Envoie à Luc pour signature
19/11/2014

Numéro de dossier : 820207

La MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES, pour et au nom du gouvernement du Québec, dûment habilité en vertu de la *Loi sur les terres du domaine de l'État* (RLRQ, chapitre T-8.1), représenté par Luc Baril, directeur de la Direction de la Connaissance et des Affaires régionales, dont le bureau est situé au 70, avenue Québec, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1, dûment autorisé par le *Règlement sur la signature de certains actes, documents et écrits du ministère des Ressources naturelle et de la Faune* (RLRQ, chapitre M-25.2, r.1).

ci-après nommée la « MINISTRE »,

AUTORISE

Club Quad du Cuivre Rouyn-Noranda inc., C.P. 142, succursale bureau chef, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C1, représenté par monsieur Luc Goulet

ci-après nommé le « TITULAIRE »,

aux clauses et conditions suivantes :

1. FINS ET OBJET : La MINISTRE autorise le TITULAIRE, à aménager un sentier de véhicule tout terrain, sur le terrain ci-après désigné et décrit : une lisière de terre du domaine de l'État, excluant toute terre du domaine privé, d'une largeur moyenne de 7 mètres sur une longueur approximative de 89 kilomètres, le tout tel qu'il est illustré sur le plan annexé à la présente.

2. CONDITIONS ET RESTRICTIONS : En vertu de l'article 46 du Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État, adopté par le décret 231-89 du 22 février 1989 et ses modifications, le TITULAIRE est autorisé à aménager un sentier sur les terres du domaine de l'État tel qu'il est illustré sur le plan annexé à la présente autorisation.

En vertu de l'article 8.1 de la Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., c. V-1.2), le TITULAIRE est autorisé à aménager et à exploiter un tel sentier sur les chemins ou parties de chemin situés sur les terres du domaine de l'État spécifiquement illustrés sur le plan annexé à la présente autorisation et à percevoir le paiement des droits d'accès au sentier.

Lors des travaux d'aménagement du sentier, des mesures doivent obligatoirement être prises pour protéger ou conserver efficacement tout repère d'arpentage, infrastructure routière ou traverse de cours d'eau.

L'autorisation ne donne aucun droit locatif ni aucun droit de propriété au TITULAIRE. Seules les conditions, restrictions ou interdictions autorisées par la Loi sur les véhicules hors route peuvent être imposées aux utilisateurs du sentier par le TITULAIRE. Advenant que certains terrains cessent d'être sous l'autorité de la MINISTRE, il incombe au TITULAIRE de prendre les dispositions nécessaires pour obtenir une nouvelle autorisation de l'autorité compétente.

La présente autorisation annule et remplace toute autorisation antérieure délivrée et portant en totalité ou en partie sur le même objet.

3. COORDONNÉES GPS : À la demande de la MINISTRE, le TITULAIRE doit transmettre, dans les six (6) mois suivant la délivrance de l'autorisation, un relevé de positionnement par satellite (GPS) du sentier ou des sections de sentier représenté sur le plan annexé à la présente, et ce, conformément aux instructions de la MINISTRE. À défaut, à l'expiration de ce délai, la présente autorisation deviendra nulle et sans effet. À la suite de la vérification et de l'intégration des coordonnées GPS par la MINISTRE, un nouveau plan sera annexé à la présente autorisation en remplacement du plan initial.

Cette autorisation ne sera inscrite au Registre du domaine de l'État que lorsque la MINISTRE aura reçu et validé les coordonnées GPS.

4. DURÉE : L'autorisation est consentie pour une durée de cinq (5) ans à compter du 1^{er} décembre 2014 et prendra fin le 30 novembre 2019. En tout temps, la MINISTRE peut annuler l'autorisation pour des raisons de sécurité ou d'intérêt public. Elle peut également annuler l'autorisation délivrée en vertu de l'article 8.1 de la Loi sur les véhicules hors route si le chemin est requis pour l'exploitation et la mise en valeur des ressources naturelles du domaine de l'État.

5. RENOUVELLEMENT : La présente autorisation sera renouvelée à son échéance par l'émission d'une nouvelle autorisation, à moins d'avis contraire de la MINISTRE transmis par écrit au moins trente (30) jours avant cette date.

6. **FIN ET LIBÉRATION DES LIEUX :** Le TITULAIRE dont l'autorisation prend fin, notamment par non-renouvellement, résiliation ou annulation, doit à la demande de la MINISTRE, libérer le terrain et remettre les lieux en bon état dans un délai raisonnable, le tout conformément à la loi et aux règlements. À défaut de libérer les lieux, la MINISTRE pourra tenter les procédures prévues par la loi.
7. **MODIFICATION :** La MINISTRE doit aviser par écrit le TITULAIRE de toute modification à la présente autorisation. Le TITULAIRE doit avant de procéder à toute modification au tracé du sentier, en aviser par écrit la MINISTRE et lui demander la délivrance d'une nouvelle autorisation.
8. **DÉFAUT :** Le TITULAIRE sera en défaut s'il aménage ou exploite le sentier à d'autres fins que celles mentionnées dans la présente autorisation ou s'il ne respecte pas l'une ou l'autre de ses obligations. La MINISTRE pourra, le cas échéant, exiger que les correctifs soient apportés dans un délai qu'elle fixe et, à défaut, annuler l'autorisation sans compensation.
9. **SERVITUDES OU AUTRES DROITS :** L'autorisation est sujette aux servitudes ou autres droits consentis par la MINISTRE ou le gouvernement, notamment à toute servitude d'utilité publique.
10. **TRANSFERT :** La présente autorisation n'est pas transférable.
11. **CHANGEMENT D'ADRESSE ET TOUT AUTRE AVIS :** Tout changement d'adresse et autre avis doivent être transmis par le TITULAIRE à la MINISTRE.
12. **RESPONSABILITÉ :** La MINISTRE ne peut être tenue responsable des dommages et dépens résultant de réclamations, poursuites ou recours quelconques en raison de l'exercice des droits qui sont consentis au TITULAIRE par les présentes. Il en est de même de tout dommage direct ou indirect, causé par l'aménagement ou l'exploitation du sentier ou qui pourrait être causé à cet aménagement et aux ouvrages s'y rapportant.
13. **CLAUSE PARTICULIÈRE :** (s'il y a lieu)
14. **LOIS ET RÈGLEMENTS :** Le TITULAIRE est tenu de se conformer à toutes les lois fédérales et provinciales, notamment à la Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., c. V-1.2), aux règlements qui en découlent et aux règlements municipaux concernant ses activités, particulièrement en matière d'environnement, de protection contre le feu, de récolte de bois (permis requis en vertu de la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1)), de conservation et de protection de la faune, d'aménagement et d'urbanisme.

LA MINISTRE

À _____, le _____.

Par : _____



BAIL

Dossier no : 813481

LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES, conformément au Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine public, adopté par le décret 231-89 et représenté par Monsieur André Fradette, Responsable du bureau local, dont le bureau est situé au 191, boulevard Rideau, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5Y5,

ci-après nommé le "MINISTRE",

LOUE À

Ressources Audrey, ayant son siège social au B.G. 205, Destor (Québec) J9X 5A3, représentée par Monsieur Denis Cimon, dûment autorisé,

ci-après nommée le "LOCATAIRE",

aux charges, clauses et conditions suivantes :

1. FINS ET OBJET : Le MINISTRE loue au LOCATAIRE exclusivement à des fins industrielles, le terrain ci-après désigné et décrit, d'une superficie approximative de 4000 mètres carrés :

Canton de Dufresnoy, rang IX, lot 54
rivière Dufresnoy (32D07 coord. nord 63100, est 55900).

Un emplacement mesurant environ 50 mètres de largeur par 80 mètres de profondeur tel qu'il apparaît sur le croquis annexé au présent bail.

2. DURÉE ET LOYER DU BAIL : Le bail est consenti pour une durée d'un (1) an à compter du premier février 1996. Le LOCATAIRE paiera au MINISTRE un loyer annuel de 180 \$ payable d'avance le premier février de chaque année. Le paiement du loyer doit être fait en entier à l'adresse indiquée dans l'avis de paiement. Un intérêt au taux fixé en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31) sera exigé pour tout paiement effectué en retard.

3. RENOUVELLEMENT DU BAIL ET AJUSTEMENT DU LOYER : Le présent bail sera renouvelé tacitement à tous les ans sur paiement du loyer par le LOCATAIRE à moins d'avis contraire du MINISTRE. À défaut de paiement du loyer dans le délai requis, le LOCATAIRE est présumé avoir refusé le renouvellement de son bail.

L'avis de paiement sera transmis annuellement, au moins un (1) mois avant l'expiration du bail, à la dernière adresse connue du LOCATAIRE.

Lors du renouvellement, le loyer annuel pourra être ajusté selon la réglementation en vigueur.

4. NON-RENOUVELLEMENT DU BAIL : Le LOCATAIRE qui ne désire pas renouveler son bail doit, avant l'expiration de celui-ci, libérer le terrain loué de tout bâtiment, construction et amélioration et remettre les lieux en état, le tout conformément à la loi et aux règlements.

À défaut de libérer les lieux dans le délai prescrit, le MINISTRE pourra intentier les procédures en éviction prévues par la loi.

5. MODIFICATION DU BAIL : Le MINISTRE doit aviser par écrit le LOCATAIRE de toute modification au bail, au moins un (1) mois avant son expiration.



6. RÉVOCATION DU BAIL : Le MINISTRE pourra révoquer le bail dans les cas suivants :

a) Si le LOCATAIRE occupe le terrain loué à d'autres fins que celles mentionnées dans le bail, ou ne respecte pas l'une ou l'autre des conditions du bail. Dans ces cas, la révocation entraîne la confiscation de tous les bâtiments et améliorations situés sur le terrain loué.

b) Si l'intérêt public l'exige.

7. DROIT DE PASSAGE DES TIERS : Le LOCATAIRE sera tenu d'accorder, sans frais, un droit de passage à pied, en voiture à l'endroit indiqué par le MINISTRE à toute personne qui, de l'avis de celui-ci, en justifie la nécessité.

8. SERVITUDES OU AUTRES DROITS : Le présent bail est sujet aux servitudes ou autres droits consentis par le MINISTRE ou le gouvernement, notamment à toute servitude d'utilité publique.

9. TRANSFERT DU BAIL : Le LOCATAIRE qui désire transférer le présent bail doit aviser le MINISTRE du nom et de l'adresse du nouveau LOCATAIRE dans un document signé par le LOCATAIRE actuel et le nouveau ou fournir tout document légal confirmant le transfert. Dans le cas d'un transfert en faveur d'un groupe, le MINISTRE transférera le bail au nom du représentant choisi par le groupe. Le MINISTRE procédera au transfert sur paiement des frais inhérents et de tout loyer dû par l'ancien locataire.

Si le locataire décède, fait faillite ou si le bâtiment situé sur le terrain loué fait l'objet d'une vente en justice ou d'une vente pour taxes ou suivant l'exercice d'une clause de dation en paiement, il transfère le bail en faveur de l'acquéreur ou de son héritier.

Lors d'un transfert suite à une vente pour taxes, le locataire, si le droit de retrait est exercé, transfère le bail en faveur de l'ancien locataire.

10. CHANGEMENT D'ADRESSE ET TOUT AUTRE AVIS : Tout changement d'adresse et autre avis doivent être signifiés par le locataire au MINISTRE à l'adresse mentionnée précédemment.

11. RESPONSABILITÉ : Le LOCATAIRE s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le Ministère ne soit pas tenu responsable de tous dommages et dépens résultant de réclamations, poursuites ou recours quelconques en raison de l'exercice des droits qui lui sont consentis par les présentes. Il en est de même de tout dommage direct ou indirect qui pourrait être causé aux installations faisant l'objet du présent bail.

Signé en deux (2) exemplaires :

LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES

À Rouyn-Oranda, le 20 février 1996.

Original signé

Par :

André Fradette
Responsable du bureau local

LE LOCATAIRE

À Cheriv, le 01/03/96.

Original signé

Ressources Audrey

Par : Denis Cimon

Nord: 5365719 Est: 653810

Nord: 5365719 Est: 657329



Nord: 5361009 Est:653810

Nord: 5361009 Est:657329

SIGT

Fins industrielles
Dossier no: 813 481

Breakwater Ressources Ltd

Louise Bernard

2005/02/22

- | | |
|---|---|
| ■ Sélection | — Rue |
| □ Index BDTQ | — Voie ferrée |
| ■ Site industriel SGR | — Cours d'eau BDTQ |
| — Réseau routier BDTQ | — Barrages |
| — Autoroute | — Cours d'eau |
| — Route | — Cours d'eau intermittent |
| — Pont/Tunnel | — Cours de niveau BDTQ |
| — Chemin | — Cours de niveau (cont) |
| — Chemin non carrossable | |

Ministère des
Ressources naturelles,
de la Faune
et des Parcs

Québec

sigt

Surface de référence géodésique: GRS80
Système de référence géodésique: NAD83
Projection cartographique: UTM Zone 17

Échelle 1: 20 000

©Gouvernement du Québec, ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs. Direction générale de la gestion du territoire public. 2002 Tous droits de reproduction réservés. La présente carte n'a aucune portée légale.